



## MAIS QUE SE PASSE-T-IL DANS LE BAS-MANGOKY

### A MADAGASCAR ?

A un an de la fin du mandat présidentiel, les dirigeants malagasy s'apprêtent à présenter au public le Plan Emergence de Madagascar. Un volet important de ce Plan consiste en l'attraction d'investisseurs, principalement étrangers, dans le secteur de l'agribusiness. Or la suspension d'un projet de mise à disposition de 60.000 ha à une société d'agribusiness dans le Bas-Mangoky vient d'être annoncée.

Ce communiqué exposera les raisons de cette suspension, quelques faits concernant cette zone et les leçons que nous proposons de tirer de la situation actuelle.

### Pourquoi le projet relatif aux 60.000 ha est-il suspendu ?

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage malagasy a tenu une conférence de presse le 10 octobre 2022 relative aux investisseurs du Bas-Mangoky dans le sud-ouest du Madagascar. Selon les médias présents, il a annoncé que le projet d'exploitation de 60.000 ha est « suspendu ». Les journalistes ne citent pas le nom de l'investisseur concerné, mais les observateurs ont tous reconnu la société émiratie Elite Agro LLC avec laquelle le Ministre de l'Agriculture précédent avait annoncé la signature d'un Memorandum of Understanding en janvier 2020.(1)

En fait, selon les propos du Ministre rapportés dans la presse, les investisseurs souhaiteraient que « l'Etat malagasy mette en place les facilités » nécessaires à leur implantation sur le site et « s'engage sur certains projets d'aménagement », « ce qui est actuellement le cas », selon le Ministre qui mentionne aussi des « études pédologiques » pour connaître les structures du sol.

Le Ministre « évoque également un secteur difficile et à risque compte tenu des aléas liés au climat pour expliquer les appréhensions des investisseurs à s'engager dans l'agrobusiness » (2).

Il est très étonnant que ces investisseurs soulèvent soudain ces problèmes mondialement célèbres d'insuffisance de pluviométrie dans le Sud, de changement climatique créant des aléas pour la production agricole à Madagascar et de la précarité des moyens de communication sur l'ensemble de l'île.

Ces exigences des investisseurs rapportées par les autorités semblent scandaleuses et suscitent diverses questions :

Les dirigeants malagasy vont-ils accepter de réaliser des aménagements préalables pour une société multinationale qui vraisemblablement a la capacité des les faire elle-même ? (3). Et cela afin de produire des denrées agricoles sur le sol malagasy, selon un Memorandum of Understanding dont les termes exacts n'ont toujours pas été dévoilés ni aux paysans de la zone concernée, ni au public ? Est-ce que les Malagasy doivent, à travers l'État, « subventionner » ce projet qui les prive en même temps de leurs terres nourricières ?

Cette situation n'est pas sans rappeler ce qui se passe au Sierra Leone, où le gouvernement prendra en charge le paiement des quatre premières années du bail octroyé à Elite Agro pour faire de la riziculture sur 15 000 ha (4).

Le contenu du discours du Ministre pendant le point de presse relance les questionnements et les suspicions sur les liens envisagés entre la rive gauche et la rive droite du fleuve dans la zone dénommée Bas-Mangoky.

### Quelle relation avec les aménagements de l'autre rive du fleuve Mangoky ?

Alors que les 60.000 ha prévus pour la société Elite Agro se situent sur la rive droite du fleuve, de l'autre côté se trouvent les aménagements du Bas-Mangoky mis en œuvre depuis le début des années soixante et financé à partir des années 2000 par la Banque Africaine de Développement (BAD) à hauteur de plusieurs dizaines de millions de dollars US destinés à l'installation de familles malagasy souhaitant s'engager dans l'agriculture. (5)

En mai 2022, un « accord de prêt à hauteur de 2,4 millions de dollars pour le financement de l'étude de faisabilité du projet Pôle de développement agricole de la rive droite du delta de Bas-Mangoky » a été signé entre l'Etat malagasy et le groupe de la BAD (6). Ce prêt, concernant explicitement l'agropole destinée à Elite Agro, sur la

rive droite, avait déjà soulevé l'indignation des citoyens défenseurs des terres malagasys, sachant qu'un décret de création des agropoles à Madagascar en 2019 mentionnait que l'adoption de ce décret par le gouvernement était une condition du décaissement de la 3<sup>e</sup> tranche du Programme d'Application de la Compétitivité Economique (PACE) III par la BAD.

Puis en septembre 2022, des représentants des exploitants de la rive gauche du fleuve Mangoky ont protesté contre la nouvelle décision de l'Etat sur le partage des terrains, entre les paysans qui les ont exploités et l'Etat. Dans « *la convention initiale, les bénéficiaires devaient rester propriétaires de 75% des terres* » qu'ils ont exploités et céder 25% à l'Etat. Une nouvelle disposition aurait été prise suite à l'application d'une dénommée « *valeur vénale* » qui inverse les proportions. Le porte-parole des paysans qualifie d'injuste ce changement qui va faire que les exploitants malagasy pourront bénéficier seulement de 25% de la surface qu'ils ont exploitée avant les travaux d'aménagement effectués par le financement de la Banque Africaine de Développement sur cette plaine. (7)

Un media en langue malagasy signale le 11 octobre qu'un « Comité des Sages » chargé du suivi de l'avenir du Bas-Mangoky a transmis une lettre ouverte à la BAD concernant la contestation par les paysans du nouveau mode de répartition des terres et l'avertissant d'une possible explosion de la colère de la population (8).

Sachant que les terrains destinés aux investisseurs doivent d'abord être enregistrés au nom de l'Etat, qui les louera - ou les prêtera comme dans le cas d'Elite Agro - aux entreprises souvent étrangères, nous craignons fortement que les aménagements hydro-agricoles destinés aux paysans malagasy ne soient en train d'être attribués à l'usage des investisseurs étrangers, émiratis ou non. Ces aménagements ont pourtant été financés par la BAD sous forme de dettes que les générations malagasy futures mettront des décennies à rembourser,

### Quelles leçons tirer de la situation actuelle ?

Nous espérons que cet incident survenu au milieu du grand engouement des décideurs et hauts dirigeants malagasy pour les investisseurs étrangers les a convaincus du caractère vraiment indispensable des infrastructures hydro-agricoles et de la maîtrise de l'eau, pour la production agricole, notamment la riziculture, puisque de richissimes investisseurs expérimentés en agriculture sous divers climats dans le monde comme Elite Agro les réclament.

Les lourds investissements en termes de grands systèmes d'irrigation et de routes ne sont pas à la portée des paysans malagasy, à côté de l'insuffisance de superficies de terrains dont ils disposent, pour qu'ils puissent produire une quantité suffisante pour l'alimentation de leurs familles et l'approvisionnement du marché local.

Si l'Etat entreprend partout ces grands travaux, et en fait profiter les millions de petits exploitants nationaux, les paysans malagasy pourront mieux assurer leur travail sur leurs petites ou moyennes superficies et les dirigeants ne seront pas à la merci des investisseurs étrangers qui semblent exiger que l'Etat malagasy leur apporte tout sur un plateau et eux ne feraient qu'assurer la production en fournissant un nombre d'emplois limité aux conditions de travail pas forcément acceptables, puisque tout sera fortement mécanisé.

Le Ministre dit clairement que seule une partie des récoltes sera vendue à l'Etat malagasy. On ne sait pas à quel prix. On ne sait pas non plus si leur prix de revente par l'Etat sur le marché national sera abordable pour les simples citoyens malagasy qui auront cédé leurs terres aux investisseurs, via l'Etat, « à l'amiable » ou dans le cadre d'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'ensemble des données montre que, dans la zone du Bas-Mangoky, pour faire plaisir aux investisseurs étrangers dans l'agribusiness, les dirigeants malagasy sont déterminés à sacrifier les bonnes intentions du passé d'attribuer des terrains et des infrastructures hydro-agricoles aux paysans malagasy. La conférence de presse du Ministre peut signifier que tout ne fonctionne pas comme le souhaitent les dirigeants au niveau de l'enthousiasme des investisseurs. Mais ce point de presse pourrait aussi surtout avoir visé une information du public sur la décision des dirigeants de se plier aux exigences des investisseurs étrangers, et probablement des bailleurs de fonds qui financent les différents aménagements d'irrigation et la construction de routes dans la zone.

### Conclusion

L'Etat et la population malagasy sont les grands perdants de l'ensemble de cette stratégie nationale d'agribusiness en cours d'application. L'appui prioritaire sur les investisseurs étrangers pour assurer l'« autosuffisance alimentaire » des Malagasy semble tellement dans l'impasse que le Ministre a précisé qu'il ne baisserait pas les bras mais continuerait à chercher des investisseurs internationaux tout en mobilisant les investisseurs malagasy.

De notre côté, nous continuons à soutenir les paysans malagasy dans leurs revendications auprès des décideurs pour avoir un meilleur accès à la terre et obtenir les appuis nécessaires au niveau des infrastructures pour rendre leur travail plus rémunérateur et sortir la majorité de la population malagasy de la famine qui menace.

Nous réitérons notre plaidoyer auprès des hauts dirigeants de l'Etat malagasy pour un changement de stratégie dans la lutte contre la famine et l'insécurité alimentaire à Madagascar et de privilégier le soutien et l'accompagnement des producteurs de l'agriculture familiale paysanne malagasy.

15 octobre 2022

Collectif pour la défense des terres malagasys – TANY

[patrimoine.malagasy@yahoo.fr](mailto:patrimoine.malagasy@yahoo.fr); [www.terresmalagasys.info](http://www.terresmalagasys.info); [www.facebook.com/TANYterresmalagasys](https://www.facebook.com/TANYterresmalagasys); @CollectifTany

#### **Références :**

- (1) <https://youtu.be/KE4Q4z0Vuas>  
<https://www.madagascar-tribune.com/Non-a-CC%80-la-mise-a-CC%80-disposition-de-60-000-hectares-de-terres-a-la-societe.html>;  
<https://www.farmlandgrab.org/post/view/29481-renforcement-du-refus-du-projet-elite-agro-llc-dans-le-bas-mangoky>
- (2) <https://www.farmlandgrab.org/31185>
- (3) <https://www.yasholding.ae/elite-agro/>
- (4) <https://www.farmlandgrab.org/31187>
- (5) <https://www.afdb.org/fr/projects-and-operations/selected-projects/lower-mangoky-irrigation-area-rehabilitation-project-66>  
<https://midi-madagasikara.mg/2016/09/06/riziculture-perimetre-bas-mangoky-devenu-grenier-a-haute-production/>
- (6) <https://2424.mg/cooperation-trois-accords-de-financement-signes-entre-madagascar-et-la-banque-africaine-de-developpement-a-accra-dont-un-pret-de-24-millions-de-dollars-pour-le-bas-mangoky/>
- (7) <https://midi-madagasikara.mg/2022/09/29/proprietes-foncieres-les-paysans-dambahikily-contestent-la-gestion-de-la-plaine-de-bas-mangoky/>.
- (8) <https://www.tiatanindrazana.mg/sosialy/fanitarana-ani-bas-mangoky-mampitandrina-ny-komitinny-olon-kendry-52965.php>